

1<sup>er</sup> Séminaire romand

# La vision romande de l'État en question

6079

**AVENIR SUISSE**<sup>TM</sup>  
Forum suisse sur l'économie  
et la société civile

- (1) La vision romande de l'Etat en question Jan Marejko  
(2) Les Romands à Berne : un manque patent d'ambition Marc Comina  
(3) Les origines d'un paradoxe moderne Olivier Meuwly

# La vision romande de l'Etat en question

## Avant-propos

La vision de l'Etat par les Romands est-elle préoccupante au point d'y consacrer une journée entière de réflexion ? Au premier regard tout porte à croire que la perception et l'attitude des Romands diffèrent de celles du reste du pays. En s'appuyant davantage sur la puissance publique pour assurer leur protection sociale, ils sollicitent un Etat social fort, capable de garantir le fonctionnement des institutions. Il semblerait même que cette forme de protectionnisme soit soutenue par les politiciens romands qui abonderaient dans le même sens, quitte à manquer d'ambition.

Pour tenter de voir réellement ce qui se passe dans notre pays romand, Avenir Suisse a organisé un séminaire regroupant plusieurs leaders d'opinion d'ici et d'Outre-Sarine. Tout au long de la journée, les conférenciers se sont succédés, partageant leurs expériences respectives. Par leurs brillants exposés, Pierre Bessard de l'Institut Constant de Rebecque, Bernard Dafflon, professeur à l'Université de Fribourg, Christophe Büchi, correspondant de la Neue Zürcher Zeitung, et les experts de la vie politique Olivier Meuwly et Marc Comina ont soulevé des débats passionnés et passionnés ! Les plus grandes envolées ont été rapportées ci-après, sous une plume philosophique, par Jan Marejko.

Il en ressort un tableau malheureusement pas trop élogieux du climat politique de la Suisse romande qui confirme l'impression initiale. Selon l'analyse de Marc Comina, les décisions relatives aux vrais enjeux de la Suisse ne sont pas prises en Suisse romande. Trop souvent absents des postes clés de la politique fédérale à Berne, les Romands n'ont, de ce fait, pas les leviers nécessaires pour lancer les débats ou avancer une idée. Dès lors, la capacité d'influence des Romands, voire d'autorité sur les politiques publiques, soulève quelques interrogations.

Alors, que manque-t-il aux Romands pour mieux s'imposer sur l'échiquier politique fédéral ? Ce premier séminaire, sous la direction de Xavier Comesse, aura eu le mérite d'apporter un éclairage critique, mais révélateur. Par les interventions des uns et des autres, de nouvelles perspectives pour renforcer l'action politique des Romands ont été identifiées.

Ce résultat positif mais aussi l'enthousiasme des participants nous ont incités à renouveler chaque année ce rendez-vous de réflexion politique.

Avenir Suisse remercie également les éditeurs du « Schweizer Monatshefte », de la diffusion de ce compte-rendu dans ses pages et de permettre ainsi de sensibiliser la Suisse alémanique.

*Ann Bandle, Avenir Suisse*

En Romandie, on se tourne très vite vers la puissance publique pour résoudre les problèmes et l'on oublie la société civile ou le principe de subsidiarité. L'attitude étatiste des Romands sous la loupe.

## (1) La vision romande de l'Etat en question

Jan Marejko

Où en sommes-nous en Suisse romande dans le domaine de la philosophie politique ? Quelle est notre vision de l'Etat ? En avons-nous même une ? Force est d'admettre que l'essentiel des discussions, dans notre presse et nos médias, ne porte plus sur la question de savoir s'il faudrait modifier notre vision de la puissance publique, car la plupart des participants aux débats ne semblent pas savoir s'ils ont une vision de l'Etat ou alors, s'ils en ont une, ne nous en font guère part. Auraient-ils peur de nous dire quelle est

tions ? Certains tenteront de lancer une analyse en expliquant que plus il y a d'Etat, moins il y a d'initiative privée. C'est vrai, mais cela fait au moins deux cents ans que les penseurs libéraux l'ont souligné.

Comment ne pas conclure que, dans la juxtaposition entre partisans d'une augmentation ou d'une diminution des impôts, il n'y a plus guère de vision de l'Etat et encore moins une vision plus ou moins partagée à partir de laquelle nous pourrions avoir des échanges intellectuels stimulants. On peut se demander s'il y a une culture politique dans notre pays. Hobbes ou Rousseau, Tocqueville ou Marx ? Pratiquement inconnus au bataillon. En Suisse romande, les propos tenus sur la chose publique ne s'appuient plus sur une culture politique, mais sur une sorte de calcul vectoriel où il s'agit d'équilibrer toutes les forces en présence, de manière que rien ne bouge, ou alors, de faire en sorte que, si mouvement il y a, il ne dérange pratiquement rien dans les habitudes ou les attentes, si limitées ou critiquables soient-elles. Tout le monde semble souhaiter une diminution du poids de l'Etat, mais en douceur, sans que personne ne s'en rende vraiment compte. Plusieurs auteurs ont parlé d'une possible métamorphose des sociétés modernes en immenses hôpitaux. Confrontés à certains propos ou à certaines mesures, comment ne pas y songer parfois ?

Attentes limitées ou critiquables disions-nous... De surcroît, de la part de la population ! Sacrilège ! Comment osons-nous user de tels adjectifs pour décrire la volonté populaire ? Serions-nous sur le point de déclarer que le sou-

Pas assez ambitieux, les Romands ne représentent pas une force politique capable d'influer sur la politique fédérale.

## (2) Les Romands à Berne : un manque patent d'ambition

Marc Comina

En Suisse, ce sont les Alémaniques qui font l'agenda, donnent le ton, choisissent les thèmes méritant d'être débattus ou pas. Et les Romands suivent. La politique suisse se fait d'est en ouest. Le décalage est permanent entre les deux parties du pays – et il se produit toujours au détriment des Romands. Certes, en Suisse romande aussi, il existe des têtes bien faites, des politiciens subtils qui analysent avec lucidité le fonctionnement et les enjeux de la vie politique du pays. Le problème est celui du poids politique – ou, précisément, de l'absence de poids politique.

Chaque été depuis quelques années, la « Sonntagszeitung » publie le classement des parlementaires fédéraux. Comme tout *ranking*, il contient une part de subjectivité, mais il a le mérite de

férence, considérée comme spécialiste aussi bien pour le travail au parlement que pour les contacts avec les médias. Souvent, ce sont des membres dirigeants des partis, occupant une place soit au sein de la direction du parti, soit au sein de la direction du groupe parlementaire. Les journalistes les interrogent en priorité pour connaître la position des partis qu'ils représentent. Le problème des Romands : ils sont absents de ce cercle. A l'exception peut-être du socialiste Christian Levrat sur les questions de service public, il n'y a aucune figure politique romande suffisamment forte pour occuper ces positions clés. Tous les spécialistes qui font référence sont alémaniques.

Ma troisième observation est la conséquence directe de la deuxième : n'occupant pas de postes clés, les parlementaires romands n'ont pas accès aux médias alémaniques – les journalistes alémaniques n'ont pas besoin d'eux. Ils obtiennent des réponses à toutes leurs questions en s'adressant directement aux experts alémaniques. Lorsqu'un journaliste alémanique pousse jusqu'en terre romande, c'est en général à la recherche d'une voix dissidente qui viendrait critiquer la ligne générale de son propre parti. En conséquence, comme aucun Romand n'est présent dans les médias alémaniques, aucun Romand n'est connu outre-Sarine, donc aucun Romand ne possède les leviers nécessaires pour lancer un débat ou faire avancer une idée sur le plan national.

Un mot encore sur « Arena ». Les Romands aiment se plaindre de cette émission, à laquelle ils prétendent ne pas avoir accès parce qu'elle exige une bonne maîtrise de la langue allemande. En réalité, c'est un faux prétexte. Les Romands ne sont pas bilingues. Mais ils ne sont pas non plus

La relative faiblesse des Romands sur le plan fédéral révèle un paradoxe dont les origines plongent dans les premiers temps de la Confédération.

### (3) Les origines d'un paradoxe moderne

Olivier Meuwly

En 1848 déjà germe très rapidement un antagonisme entre Romands et Alémaniques à l'intérieur même de la « famille » radicale, victorieuse du Sonderbund un an auparavant. Bien qu'attaché, notamment à travers le radicalisme hégélien de Druey ou le radicalisme de type républicain incarné par les Genevois de Fazy, à l'idée d'un Etat fortement centralisé, dès 1850, les radicaux romands apprennent à s'émanciper de leurs philosophies tutélaires et comprennent que leur des-

réseau ferroviaire en mains privées : les Romands, malgré certaines options plus sociales et démocratiques, préfèrent soutenir la haute finance zurichoise que de laisser les pleins pouvoirs à la Berne fédérale...

Puis, lors des débats relatifs à l'Université fédérale, les radicaux romands jouent à nouveau un rôle clé en empêchant la création de cette Université nationale qui aurait eu pour vocation d'unifier la formation académique suisse dans un grand centre au large rayonnement. Effrayés par l'idée de devoir sacrifier leurs petites Académies locales au profit d'une Université helvétique qui ne pourrait résider qu'en Suisse alémanique, les radicaux romands, cette fois opposés à Escher, font échouer le projet. Ils ne pourront toutefois briser le rêve, conçu par l'illustre Zurichois, d'un institut national de formation de haut niveau : en 1855 naîtra l'Ecole polytechnique de Zurich, dont le programme, articulé autour d'une riche offre en sciences humaines également, conservera toujours les stigmates de sa mission initiale, celle de devenir l'Université de la Suisse...

Les craintes des Romands prennent une dimension nouvelle à la fin des années 1860. Après l'échec, en 1866, d'une révision constitutionnelle qui aurait dû unifier divers secteurs de la vie fédérale, les milieux militaires et juridiques vont militer avec vigueur pour l'unification de vastes pans de leurs activités respectives. Alors que le droit commercial est rapidement considéré comme le terrain privilégié d'une uniformisation, d'abord organisée autour de concordats, les juristes radicaux et alémaniques plaident pour une centralisation accrue des autres domaines du droit : les

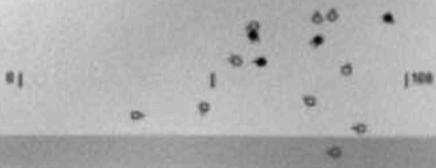
2<sup>ème</sup> SÉMINAIRE ROMAND DE RÉFLEXION POLITIQUE  
« LA ROMANDIE SOUS L'EFFET SARKOZY »

VENDREDI 2 NOVEMBRE 2007 / 9.30-16.00  
Hôtel Le Mirador Kempinski - Mont-Pèlerin

PROGRAMME

09.30 - 09.45	Introduction et modération de la journée Xavier Comtesse, Directeur romand, Avenir Suisse
09.45 - 10.30	Dix thèses pour un libéralisme décomplexé Marc Comina, conseiller en communication
10.30 - 10.50	Débat entre les participants
10.50 - 11.00	Pause
11.00 - 11.45	Les fondements intellectuels d'un nouveau discours politique Olivier Meuwly, politologue et historien
11.45 - 12.15	Débat entre les participants
12.15 - 13.30	LUNCH
13.30 - 14.15	Sarkozy : quel impact sur la Suisse alémanique ? Jacqueline Henard, correspondante du Tages Anzeiger à Paris
14.15 - 15.00	La Suisse romande : terrain fertile pour les idées sarkoziennes ? François Nordmann, ancien ambassadeur suisse à Paris
15.00 - 15.20	Débat entre les participants
15.20 - 15.30	Pause
15.30 - 16.00	Synthèse et conclusions Eric Hoelsli, journaliste politique, directeur des publications régionales du Groupe Edipresse

Contact : Ann Bandle - Tél. 022 749 11 06 - ann.bandle@avenir-suisse.ch



Monsieur Raymond Morel  
Centre pédagogique des technologies  
de l'information et de la communication CPT/C  
2-4, rue Théodore de Bèze  
Case postale 3144  
1211 Genève 3

04.10.2007 *Séminaire romand de réflexion politique*

Cher Monsieur,

Porter le débat sur la scène publique est la vocation des « think tanks ». En publiant le cahier ci-joint, Avenir Suisse entend maintenir le principe de contributeur aux débats.

La thématique soulevée par cette publication trouve tout particulièrement son écho en période d'élections fédérales. En effet, parler de la vision romande de l'Etat, c'est se poser la question du rôle de nos députés à Berne. Dans un texte fort, Marc Comina ose aborder les questions qui fâchent. Olivier Meuwly y répond pour une vision historique et Jan Marejko synthétise les prises de positions des participants. La lecture de ce fascicule est aisée malgré les questions intellectuelles de fond soulevées par la problématique.

Le prochain Séminaire romand de réflexion politique se déroulera le vendredi 2 novembre prochain sur le thème « La Romandie sous l'effet Sarkozy ». Le programme de cette journée de conférences et de discussions vous est remis en annexe.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions de croire, cher Monsieur, à nos meilleurs sentiments.

Xavier Comtesse  
Directeur romand